

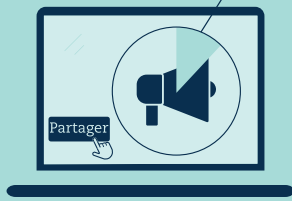
Chapitre 6

PROMOUVOIR LA PROSPÉRITÉ SOCIALE

SOCIÉTÉ

Environ **12 %** des individus publient **des opinions en ligne sur des questions civiques ou politiques.**

12 %



✓ Utiliser les technologies numériques pour renforcer la participation à la vie civique et politique.



Parmi les jeunes, les hommes sont **plus de deux fois** plus nombreux que les femmes à **savoir programmer.**



✓ Lutter contre les fractures numériques liées notamment au sexe, à l'âge et au niveau d'études.

Environ **9 %** des jeunes de 15 ans sont **victimes de cyberharcèlement.**



✓ Mettre en balance les opportunités et les risques pour la santé mentale qui découlent de l'utilisation d'applications numériques.

Les technologies numériques sont utiles pour **agir sur des problématiques nationales et internationales**, par exemple améliorer la protection de l'environnement et l'offre de soins de santé pour tous.



✓ Exploiter les possibilités des technologies numériques pour relever de grands défis de société.

PROMOUVOIR LA PROSPÉRITÉ SOCIALE : PRINCIPAUX ENJEUX DE L'ACTION PUBLIQUE*Lutter contre les fractures numériques pour favoriser la cohésion sociale*

- Les fractures liées au sexe, à l'âge, au niveau d'études et au niveau de revenu entravent l'inclusion numérique. Trente-deux pourcent des 55-65 ans n'ont aucune expérience informatique ou ont échoué aux tests de base dans les technologies de l'information et des communications (TIC), contre 5 % des 16-24 ans. Dans cette dernière tranche d'âge, dans l'OCDE, les hommes sont plus de deux fois plus nombreux que les femmes à savoir programmer.
- Favoriser l'acquisition de compétences élémentaires (c'est-à-dire à l'écrit et en calcul) pour tous, notamment en mettant en place des incitations, en facilitant l'accès à la formation des adultes et en améliorant la reconnaissance des compétences acquises après la formation initiale, de sorte que tout le monde puisse participer à une société numérique. Les politiques sociales qui encouragent la mobilité et la redistribution peuvent également réduire les fractures numériques.

Utiliser les outils numériques pour relever des défis collectifs

- Tirer parti des possibilités des technologies et données numériques pour relever des défis communs comme la protection de l'environnement et les soins de santé.

Promouvoir la participation à la vie civique par le biais de stratégies numériques gouvernementales

- En 2017, la part de citoyens ayant publié en ligne des opinions sur des questions civiques ou politiques allait de 4 % à 24 % dans les pays de l'OCDE.

Évaluer les effets des technologies numériques sur la société en mettant en balance les opportunités et les risques

- Les effets des technologies numériques sur la société sont complexes et présentent à la fois des possibilités et des risques. Plus de la moitié de la population de la zone OCDE utilise les réseaux sociaux pour développer son réseau de relations personnelles, mais environ 9 % des jeunes de 15 ans déclarent avoir été victimes de cyberharcèlement.
- Toutes les parties prenantes, y compris la communauté technique, le monde de l'entreprise, les syndicats et la société civile, ont un rôle à jouer en saisissant les enjeux de société et en apportant des réponses appropriées à mesure que progresse la transformation numérique.

La transformation numérique a des incidences complexes et interdépendantes sur la société et sur la culture étant donné que les technologies numériques bouleversent la façon dont les individus, les entreprises et les pouvoirs publics interagissent. Les effets de la transformation numérique sur la société sont complexes parce que son impact global n'est pas clair et peut varier d'un pays à l'autre. Par exemple, les technologies numériques facilitent l'accès à l'information (l'internet gratuit et interconnecté), améliorent les soins de santé (télémédecine, par exemple) et enrichissent l'éducation (cours en ligne ouvert à tous). D'un autre côté, des défis apparaissent en lien avec le déséquilibre entre la vie professionnelle et la vie privée ; la ségrégation des individus dans des groupes relativement fermés partageant les mêmes idées ; l'apparition de troubles de la santé mentale tels que l'addiction aux écrans, la dépression et le harcèlement en ligne, y compris chez les enfants ; et l'émergence de fractures numériques (en matière de compétences, par exemple). Pour que la transformation numérique profite à la croissance et au bien-être, il est essentiel que les politiques publiques favorisent l'avènement d'une société numérique positive et inclusive.

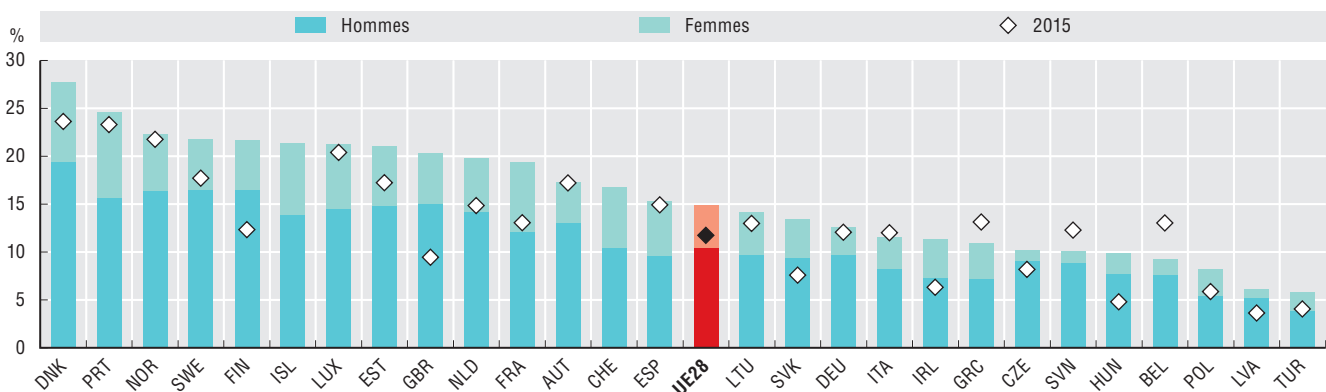
Lutter contre les fractures numériques pour favoriser la cohésion sociale

Malgré l'adoption générale rapide des technologies numériques, des fractures persistent dans plusieurs dimensions, notamment le sexe, l'âge, le revenu et le niveau d'études. Dans la zone OCDE en 2016, 83 % des femmes en moyenne utilisaient l'internet, soit un peu moins que les hommes (85 %), mais dans des proportions très différentes d'un pays à l'autre (OCDE, 2019^[1]). C'est en Turquie que l'écart d'utilisation de l'internet était le plus élevé entre les femmes et les hommes (18 points de pourcentage), mais aussi entre les jeunes et les personnes âgées (plus de 66 points de pourcentage). À l'échelle mondiale, les femmes sont moins nombreuses que les hommes à utiliser l'internet, le déficit de femmes s'établissant à plus de 250 millions de personnes, même si des progrès sont réalisés dans de nombreux pays pour combler cet écart (OCDE/G20, 2018^[2]).

La fracture numérique entre les femmes et les hommes est plus marquée quand on s'intéresse aux compétences en programmation. Dans l'ensemble de l'Union européenne, les jeunes hommes (16-24 ans) sont plus de deux fois plus nombreux que les jeunes femmes à avoir appris à programmer (graphique 6.1). Seuls les individus dotés de compétences en programmation seront capables de forger l'évolution des technologies numériques (par exemple l'intelligence artificielle), ce qui pourrait créer des distorsions.

Graphique 6.1. Parmi les jeunes, les hommes sont plus nombreux que les femmes à savoir programmer

Part des 16-24 ans capables de programmer, par sexe, en pourcentage de l'ensemble des internautes, 2017



Note : Voir les notes de chapitre¹.

Source : OCDE (2019^[3]), *Measuring the Digital Transformation*, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264311992-en>, d'après Eurostat (4), *Économie et société numériques* (base de données), <https://ec.europa.eu/eurostat/web/digital-economy-and-society/data/comprehensive-database> (consultée en septembre 2018).

StatLink <https://doi.org/10.1787/888933915278>

En outre, les femmes sont moins susceptibles d'étudier les sciences, les technologies, l'ingénierie ou les mathématiques (STIM) ou de faire carrière dans le secteur des TIC. Il semble que ces fractures apparaissent dès le plus jeune âge ; en moyenne, dans les pays de l'OCDE, 0,5 % seulement des filles de 15 ans souhaitent exercer une profession dans le secteur des TIC, contre 5 % des garçons du même âge, tandis que les garçons sont deux fois plus nombreux que les filles à espérer devenir ingénieurs, scientifiques et architectes. Cet écart persiste à des stades ultérieurs de la vie, les femmes représentant

environ 30 % des diplômés du supérieur en sciences naturelles, en ingénierie et dans les TIC dans l'OCDE en 2015 (OCDE, 2018_[5]). Cela n'a peut-être rien de surprenant, mais les femmes sont moins représentées dans les professions STIM (OCDE/G20, 2018_[2]) et dans l'entrepreneuriat (OCDE/UE, 2019_[6]) – et celles qui créent des entreprises dans le secteur des TIC sont confrontées à un préjugé socioculturel négatif au moment de lever des capitaux (Breschi, Lassébie et Menon, 2018_[7]).

Au-delà des différences entre les femmes et les hommes, l'âge est un autre déterminant de l'utilisation de l'internet. En 2016, les 55-74 ans étaient moins susceptibles que les 16-24 ans d'utiliser l'internet dans tous les pays de l'OCDE pour lesquels on disposait de données (OCDE, 2019_[1]). Pourtant, à peine plus de 60 % des femmes âgées de 55 à 74 ans dans l'ensemble des pays de l'OCDE déclaraient avoir utilisé l'internet en 2017, les résultats pour les hommes de la même tranche d'âge étant analogues. Il ressort des données sur les compétences des adultes qu'en moyenne, 32 % des 55-65 ans n'ont aucune expérience informatique ou ont échoué aux tests de base dans les TIC, par rapport à 5 % à peine des 16-24 ans (OCDE, 2017_[8]). À mesure que la population vieillit et que les services publics se dématérialisent, y compris les services de santé, la participation moindre des personnes âgées pourrait devenir une source de préoccupation pour les gouvernements. Chez ces personnes, en effet, l'utilisation des outils numériques comme l'internet peut également être un vecteur important de participation à la vie sociale et d'information (OCDE, 2019_[9]).

Des fractures analogues persistent dans d'autres dimensions. Par exemple, il existe une fracture numérique liée à la géographie, surtout en ce qui concerne les populations rurales et urbaines (voir chapitre 2). En outre, les personnes qui n'ont pas eu de formation scolaire, ou très peu, utilisent moins l'internet que les diplômés du supérieur dans tous les pays de l'OCDE pour lesquels on disposait de données (OCDE, 2017_[5]), mais l'écart allait d'à peine 4 points de pourcentage en Norvège et 60 points en Grèce. De même, les personnes ayant un niveau d'études élevé utilisent généralement l'internet pour réaliser des activités plus productives et plus professionnelles que celles ayant un plus faible niveau d'études (voir chapitre 3), ce qui souligne la nécessité de développer les compétences pour améliorer l'ouverture de la transformation numérique à toutes les catégories de la population.

Dans un paysage numérique en mutation rapide, dispenser des compétences de base en sciences, à l'écrit et en calcul permettra à tous de participer à une société numérique. Les individus qui font un usage diversifié et complexe de l'internet possèdent en général de meilleures compétences à l'écrit et en calcul que ceux qui utilisent essentiellement l'internet pour communiquer et mener des activités de loisirs (OCDE, 2019_[10]), ce qui donne à penser que ces compétences de base sont nécessaires pour réaliser des activités personnelles complexes à l'ère du numérique. Un niveau minimum de compétences à l'écrit et en calcul est nécessaire pour utiliser les technologies numériques et s'épanouir dans des lieux de travail à forte intensité numérique (voir chapitres 3 et 5).

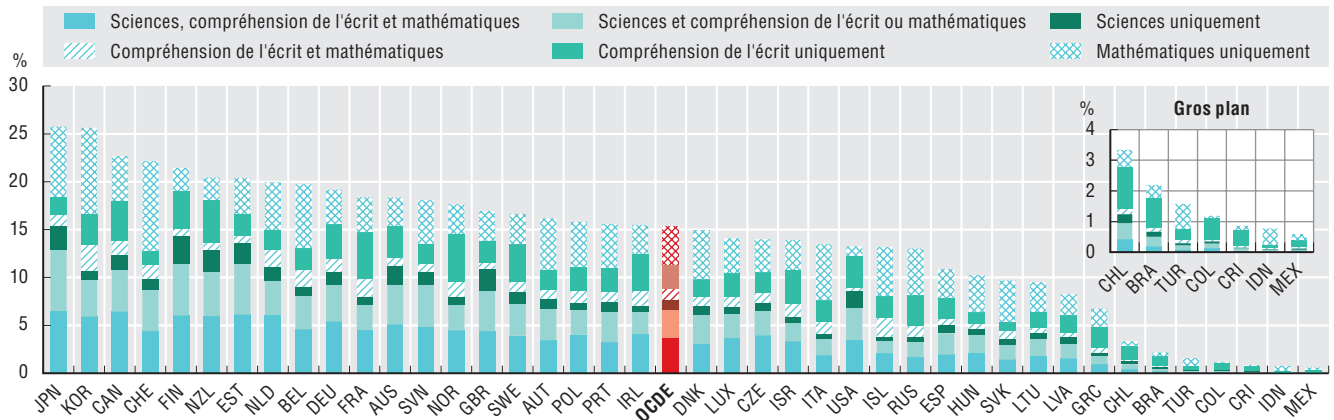
Les résultats en lecture et en mathématiques varient toutefois beaucoup selon les pays (graphique 6.2). Ces écarts ont un impact non seulement sur les résultats comparatifs entre les pays, mais aussi sur les fractures numériques existantes, étant donné que les individus qui possèdent les compétences de base pour utiliser l'internet dans le but de mener des activités plus complexes, comme apprendre ou chercher un emploi et des informations, sont mieux placés pour réussir à l'ère du numérique.

D'autres compétences complémentaires (par exemple les compétences sociales et émotionnelles) sont de plus en plus recherchées par les employeurs (voir chapitre 5) mais aussi plus généralement par la société. Ces compétences peuvent être acquises par le biais de stratégies axées sur le ressenti des élèves et sur leurs rapports à l'autre (jeu de rôles, pédagogies collaboratives, jeux, études de cas et pédagogies par résolution de problèmes) et par le biais d'activités extrascolaires telles que le sport et les disciplines artistiques (Le Donné, Fraser et Bousquet, 2016_[11]). Ces stratégies peuvent aussi contribuer à remobiliser des élèves faibles et démotivés.

Les inégalités de la distribution des compétences peuvent être quelque peu compensées par des politiques globales en faveur de l'éducation et des compétences, à l'appui de l'apprentissage et de l'acquisition de compétences tout au long de la vie. Les pouvoirs publics et les entreprises peuvent promouvoir la formation des adultes en mettant en place des mesures incitatives (par exemple par le biais du régime fiscal), en facilitant l'accès aux structures de formation des adultes et en améliorant la reconnaissance des compétences acquises après la formation initiale (OCDE, 2017_[12]) (voir chapitre 5). Cette question est également mise en avant dans le premier pilier du Cadre d'action de l'OCDE pour les politiques de croissance inclusive (encadré 6.1).

Graphique 6.2. Les compétences de base en sciences, en calcul et à l'écrit sont essentielles dans la vie

Meilleurs résultats en sciences, en mathématiques et en compréhension de l'écrit, en pourcentage des élèves de 15 ans, 2015



Note : Les meilleurs résultats en sciences, en mathématiques et en compréhension de l'écrit sont ceux des élèves de 15-16 ans qui se sont classés en haut de l'échelle de compétences (soit aux niveaux 5 et 6) de l'évaluation PISA de l'OCDE.

Source : OCDE (2019^[3]), *Measuring the Digital Transformation*, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264311992-en>, d'après OCDE, Base de données PISA 2015, <https://www.oecd.org/pisa/data/> (consultée en décembre 2018).

StatLink <https://doi.org/10.1787/888933915297>

Encadré 6.1. Favoriser la croissance inclusive à l'ère du numérique

Les inégalités de revenus, de patrimoine et de chances sont en train de se creuser à la fois au sein des pays et entre eux, dans la zone OCDE et au-delà (OCDE, 2017^[13]). Ces changements sont liés au ralentissement de la croissance de la productivité, avec des implications pour le développement et la croissance économique dans un large éventail de domaines (OCDE, 2018^[14]). Face à ces inégalités, l'OCDE a lancé l'Initiative pour la croissance inclusive en 2012 pour enrayer le creusement des inégalités à l'échelle mondiale et aider les gouvernements à placer le bien-être au centre de l'élaboration des politiques.

Cette initiative repose sur un outil essentiel, le Cadre d'action pour les politiques de croissance inclusive (OCDE, 2018^[15]), qui vise à aider les gouvernements à répartir plus équitablement les retombées de la croissance économique en suivant trois axes principaux :

- investir dans les personnes et les territoires qui ont été laissés de côté, ce qui consiste avant tout à promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie et l'acquisition de compétences, à renforcer la mobilité sociale, à améliorer la santé et favoriser l'accès à des logements abordables, à encourager le rattrapage régional et à investir dans le bien-être des populations locales
- favoriser le dynamisme des entreprises et l'ouverture des marchés du travail, ce qui souligne la nécessité d'améliorer la diffusion des technologies, l'innovation et l'entrepreneuriat, ainsi que l'importance de mettre en place des marchés du travail résilients et d'offrir à tous des emplois de bonne qualité
- mettre en place des administrations efficaces et réactives, ce qui plaide en faveur d'une bonne gouvernance et de stratégies publiques numériques axés sur la population, ainsi que pour l'adoption d'une approche à l'échelle de l'ensemble de l'administration pour l'élaboration des politiques économiques et de développement.

Le Cadre d'action pour les politiques de croissance inclusive, qui envisage les politiques publiques du point de vue des acteurs économiques et sociaux, offre une perspective complémentaire à celle du Cadre d'action intégré du projet de l'OCDE sur la transformation numérique, lequel adopte une approche par domaine d'action.

Source : OCDE (2018^[15]), *Opportunities for All: A Framework for Policy Action on Inclusive Growth*, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264301665-en>.

Les politiques sociales contribuent aussi à lutter contre les fractures numériques à différents niveaux. Par exemple, si les travailleurs hautement qualifiés sont souvent déjà mobiles (internationalement) et capables de se déplacer là où les salaires sont plus attractifs (OCDE, 2008_[16]), les efforts devraient se concentrer sur les politiques sociales, comme le logement, qui peuvent faciliter la mobilité géographique des travailleurs peu qualifiés. Les politiques de redistribution, via les impôts et les prestations, peuvent également faire en sorte qu'il n'y ait pas de laissés-pour-compte et que la transformation numérique prodigue ses bienfaits au plus grand nombre. Au-delà du soutien financier, il est également important d'utiliser les transferts en nature pour aider ceux qui profitent relativement moins de la transformation numérique. Il faudra peut-être aussi réexaminer les schémas de la redistribution à la lumière de l'évolution de la nature du travail (Causa, Vindics et Akgun, 2018_[17]), ce qui touche aux problématiques des travailleurs à l'ère du numérique (voir chapitre 5).

Utiliser les outils numériques pour relever des défis collectifs

Les technologies numériques promettent d'améliorer la gestion et la protection de l'environnement. En particulier, elles peuvent avoir un impact direct sur la consommation d'énergie en favorisant une gestion plus intelligente et plus continue de l'électricité, par exemple par le biais de l'utilisation généralisée de ce que l'on appelle les compteurs « intelligents ». Les systèmes numériques permettent aussi de mieux définir comment et à qui l'énergie devrait être fournie, avec des effets potentiels sur la production énergétique durable à long terme.

La transformation numérique soutenue des secteurs à forte intensité énergétique (voir chapitre 4) promet également de renforcer l'efficacité et la durabilité énergétiques de nombreuses activités économiques et sociales. Par exemple, le secteur des transports représente actuellement 28 % de la demande finale d'énergie à l'échelle mondiale et 23 % des émissions mondiales de dioxyde de carbone dues à la combustion d'énergie. La plus grande partie de la demande énergétique des transports (36 %) est imputable aux véhicules de transport routier comme les camions longue distance (OCDE/AIE, 2017_[18] ; FIT, 2017_[19]). Mais le fait d'appliquer des solutions numériques et axées sur les données aux opérations et à la logistique du camionnage pourrait réduire la nécessité d'entreprendre de tels déplacements, avec des réductions potentielles de la consommation énergétique du fret routier allant de 20 % à 25 % (OCDE/AIE, 2017_[18] ; FIT, 2017_[19]).

D'un autre côté, la transformation numérique permet d'accroître le volume des achats transfrontières (voir chapitre 8), ce qui pourrait modifier la répartition mondiale de l'empreinte environnementale (De Backer et Flaig, 2017_[20]), et éventuellement influencer aussi les systèmes nationaux de recyclage et les principes tels que la responsabilité élargie des producteurs (Börkey, 2017_[21]). De la même façon, la demande de technologies numériques risque de faire augmenter les besoins en énergie et en ressources qui sont liés à la production et à l'utilisation des TIC, annulant une partie des gains environnementaux potentiels. Les déchets électroniques mondiaux (e-déchets), y compris les téléphones portables et le nombre croissant de capteurs et d'autres composants techniques intégrés à de multiples produits connectés, augmentent depuis 2014 à mesure que le recours aux TIC progresse et que les cycles de remplacement pour les technologies numériques raccourcissent (Baldé et al., 2017_[22]). Toutefois, la production de déchets électroniques varie selon les pays (graphique 6.3) et, d'après les données encourageantes dont on dispose pour les pays européens, environ 40 % du volume des déchets électroniques produit en 2016 ont été recyclés ou réutilisés.

Les soins de santé sont un autre défi collectif pour lequel les technologies numériques offrent de vastes perspectives. Par exemple, les prestataires de soins de santé peuvent améliorer la qualité des soins et potentiellement réduire leurs coûts en dématérialisant les dossiers médicaux, en utilisant de nouveaux équipements chirurgicaux, en développant la télémédecine et la téléconsultation et en déployant des technologies de santé mobile. Les technologies numériques sont également prometteuses eu égard aux soins de longue durée dispensés aux personnes âgées, ce secteur suscitant des inquiétudes particulières à mesure que la population de l'OCDE vieillit (OCDE, 2017_[8]).

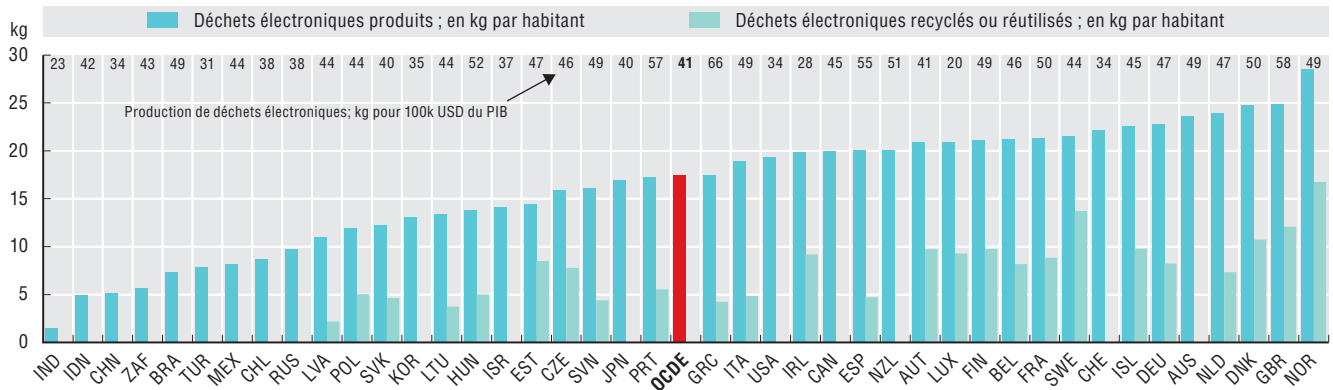
Dans le même temps, les données massives et l'analytique des données favorisent le développement des soins personnalisés, et la mobilité grandissante des technologies numériques contribue à enrichir les connaissances sur l'état de santé, la progression de la maladie et le niveau des fonctions motrices et cognitives. Le Canada, le Danemark, les États-Unis, la Finlande, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni (Angleterre et Écosse), Singapour et la Suède sont les pays de l'OCDE les plus avancés en matière de

6. PROMOUVOIR LA PROSPÉRITÉ SOCIALE

données de santé connectées et de bénéfices récoltés (OCDE, 2017^[23]). Toutefois, les services de santé fondés sur les données peuvent aussi poser de nouveaux défis liés à la protection, au respect, à la sécurité, au contrôle et à la propriété des données à caractère personnel, mais aussi en termes de transparence, de responsabilité, de qualité et de sûreté ; pour relever un grand nombre de ces défis, une bonne gouvernance des données de santé s'impose. Pour l'heure, la fragmentation des systèmes de gouvernance des données empêche les technologies numériques de déployer tous leurs avantages (Oderkirk, 2017^[24]).

Graphique 6.3. La production et le recyclage des déchets électroniques varient selon les pays

Production de déchets électroniques et recyclage ou réutilisation, en kg par habitant et pour 100 000 USD du PIB, 2016



Note : kg = kilogramme ; PIB = produit intérieur brut. Voir les notes de chapitre².

Source : OCDE (2019^[3]), *Measuring the Digital Transformation*, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264311992-en>, calculs de l'OCDE d'après Baldé et al. (2017^[22]), *Suivi des déchets d'équipements électriques et électroniques à l'échelle mondiale 2017 : Quantités, flux et ressources*, https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/gen/D-GEN-E_WASTE.01-2017-PDF-F.pdf ; Eurostat, *Waste electrical and electronic equipment (WEEE) Statistics* ; OCDE, base de données sur les comptes nationaux annuels, <http://www.oecd.org/fr/sdd/cn/> (consultée en décembre 2018).

StatLink <https://doi.org/10.1787/888933915316>

La disponibilité accrue d'informations pour les utilisateurs est emblématique de la transformation numérique. C'est également le cas des données de santé ; ces dernières années, on a assisté à l'émergence de modèles d'activité en ligne qui exploitent ces informations pour éduquer les patients, expliquer les pathologies et autres troubles et faciliter la fourniture de conseils en matière de santé. Dans les pays de l'OCDE, 45 % des internautes recherchent des informations médicales en ligne (OCDE, 2019^[9]), et ce pourcentage va de 71 % aux Pays-Bas à moins de 20 % en Australie.

Le recours aux technologies numériques pourrait aussi avoir des effets incertains sur le bien-être mental et émotionnel des individus, notamment des enfants. Pour beaucoup d'individus de moins de 18 ans, il est normal de se connecter à l'internet ; en 2015, dans l'OCDE, un élève ordinaire de 15 ans passait plus de deux heures par jour en ligne après l'école (OCDE, 2017^[25]). Environ 62 % des adolescents de 15 ans vivant dans la zone OCDE dialoguent en ligne et 73 % vont sur les réseaux sociaux quotidiennement ou quasi quotidiennement (OCDE, 2018^[5]). S'il est difficile d'établir un lien précis entre le recours aux technologies numériques et les effets sur la santé (OCDE, 2018^[26]), plus de la moitié (54 %) des jeunes de 15 ans interrogés dans l'OCDE en 2015 ont indiqué être d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation suivante : « Je ne me sens vraiment pas bien si aucune connexion à l'internet n'est possible » (OCDE, 2018^[26]). Ces réponses pourraient simplement montrer combien les technologies numériques sont devenues essentielles à la vie sociale moderne, en particulier pour ceux que l'on appelle les « enfants du numérique », mais ces affirmations associées à d'autres conclusions suscitent des inquiétudes chez les parents et les décideurs (OCDE, 2018^[26]) et doivent faire l'objet d'un suivi à l'avenir.

Promouvoir la participation à la vie civique par le biais de stratégies numériques gouvernementales

Lorsque les pouvoirs publics ont commencé à expérimenter les outils numériques, ils ont surtout mis l'accent sur le passage au numérique des services publics (administration électronique), qui englobe le recouvrement des impôts en ligne, le paiement des amendes et des droits sur l'internet, les demandes

électroniques de permis, de licences et de participation à des programmes d'aide publique, etc. (Warf, 2014^[27]). Récemment, les pays ont mis au point des stratégies d'administration numérique visant à renforcer la participation des citoyens à la vie civique (OCDE, 2017^[28]).

Le passage de l'administration électronique à des stratégies d'administration numérique souligne l'importance de cesser de formuler des hypothèses descendantes sur les besoins des citoyens et des entreprises et de favoriser une plus grande ouverture et une participation accrue du public afin d'associer les citoyens à la conception, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques et des services publics (on parlera dans ce cas d'une démarche participative). Ce phénomène suppose aussi de mettre en place des cadres organisationnels et de gouvernance pour renforcer la collaboration avec les parties prenantes internes et externes, dans le but d'améliorer la mise en œuvre des politiques et des services en laissant les attentes des usagers guider les décisions relatives aux services.

Les outils numériques influencent l'engagement des citoyens par divers biais, notamment en permettant aux pouvoirs publics, aux citoyens et à d'autres parties prenantes d'interagir de façon plus ouverte et plus transparente. En 2017, la part d'individus qui a publié des opinions en ligne sur des questions civiques ou politiques allait de 4 % à 24 % dans la zone OCDE (OCDE, 2019^[3]), ce qui donne à penser que les citoyens seraient ouverts à cette forme de participation.

Une majorité des pays de l'OCDE a commencé à utiliser les TIC pour interagir avec diverses parties prenantes, et plus de 30 pays de l'OCDE les exploitent pour consulter la population en ligne (OCDE, 2018^[29]), avec des effets potentiels sur la couverture et l'efficacité de ces consultations (OCDE, 2018^[29]). Les autorités de régulation utilisent les outils numériques pour entrer en relation avec des organisations de consommateurs, des universitaires, la communauté technique et des entreprises afin de suivre les tendances et se tenir informées des avancées technologiques. Étant donné que les informations sont de plus en plus réunies par des organisations privées, il faudra peut-être renforcer la collaboration entre les parties prenantes pour atteindre les objectifs recherchés de l'action publique.

Les pouvoirs publics qui utilisent les technologies numériques élaborent plus facilement des politiques davantage axées sur les citoyens et déterminées par les utilisateurs. Les stratégies d'administration numérique donnent aux usagers les moyens d'accéder aux services publics numériques à leur convenance et selon des modalités nouvelles, y compris en renforçant leur interaction avec les administrations publiques à différents niveaux de l'appareil d'État. Lorsque l'offre de services est fragmentée entre plusieurs organismes publics distincts, les administrations adoptent le plus souvent le principe « d'une fois pour toutes », qui vise à réduire la charge qui pèse sur les individus, les organismes publics et les entreprises en veillant à ce qu'ils/elles ne doivent fournir qu'une seule fois certaines informations officielles aux autorités publiques (Commission européenne, 2017^[30]). Les guichets uniques numériques facilitent aussi l'accès à l'information et à une assistance, pour les demandeurs d'emploi par exemple. Les informations plus détaillées que les pouvoirs publics peuvent réunir grâce à leur interaction en ligne avec les citoyens permettent aussi une meilleure personnalisation des services publics et un meilleur ciblage des politiques publiques.

Évaluer les effets des technologies numériques sur la société en mettant en balance les opportunités et les risques

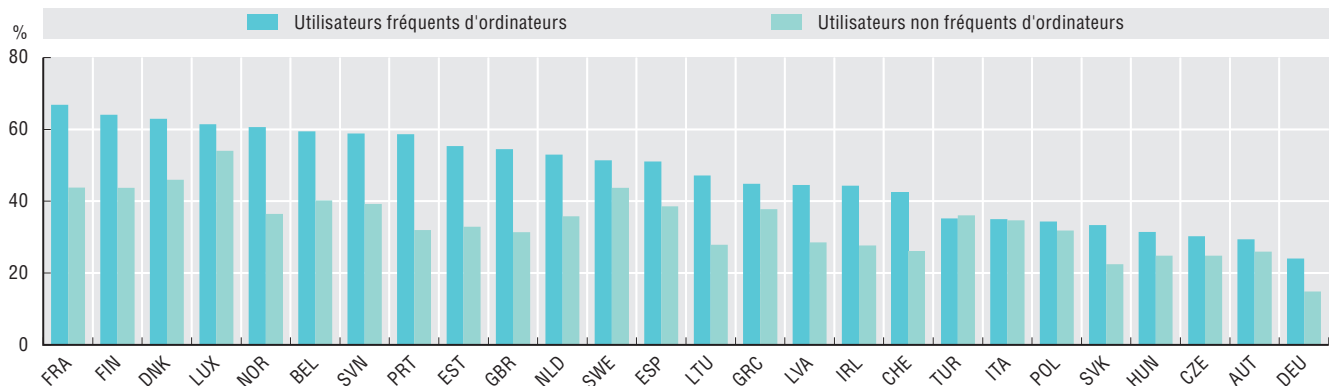
En outre, la transformation numérique exacerbe les problèmes de société existants, ou en fait naître de nouveaux, dont les répercussions globales ou agrégées sont difficiles à appréhender. À l'ère de la transformation numérique, il incombe aux parties prenantes, notamment aux pouvoirs publics, aux entreprises, aux syndicats, à la communauté technique et à la société civile de collaborer et de gérer ces questions à mesure qu'elles évoluent.

Divers problèmes de société sont apparus ou se sont aggravés avec la transformation numérique. D'une part, l'ubiquité des technologies numériques signifie que les individus peuvent organiser leur travail de façon plus flexible, en optant pour le télétravail par exemple, ce qui aide les familles à gérer des emplois du temps difficilement compatibles avec une journée de travail ordinaire. Des travaux de recherche montrent toutefois que le télétravail est largement réservé aux plus qualifiés (Billari, Giuntella et Stella, 2017^[31]) et que plus de 80 % des travailleurs en Allemagne, Autriche, Espagne, Grèce, Hongrie, Italie, Lettonie, Pologne, Portugal, République tchèque, Slovaquie et Turquie indiquent n'avoir jamais télétravaillé (OCDE, 2019^[9]).

Dans le même temps, la possibilité pour les travailleurs de se connecter à leur bureau depuis chez eux à toute heure peut accroître le niveau de stress. Par exemple, il ressort d'une enquête menée auprès d'adultes occupés aux États-Unis que le temps passé à rédiger ou lire des courriels et le fait que leurs employeurs attendent d'eux qu'ils consultent leur messagerie électronique en dehors de leurs horaires de travail réduisent leur niveau de satisfaction au travail eu égard à l'équilibre vie professionnelle - vie privée (Belkin, Becker et Conroy, 2016^[32]). En outre, des travaux récents (OCDE, 2019^[9]) concluent à l'existence d'une corrélation positive et significative entre l'utilisation fréquente d'ordinateurs au travail et le pourcentage de travailleurs européens qui, une fois chez eux, pensent encore à leur travail (OCDE, 2019^[9]). Globalement, les travailleurs qui utilisent fréquemment un ordinateur sont 7.8 % plus susceptibles que ceux qui n'en utilisent pas de se soucier de leur travail lorsqu'ils sont chez eux (graphique 6.4).

Graphique 6.4. L'utilisation des ordinateurs et le stress au travail sont liés

Individus qui se soucient de leur travail en dehors des heures de travail, en pourcentage des individus qui utilisent un ordinateur au travail, 2015



Note : Voir les notes de chapitre³.

Source : OCDE (2019^[3]), *Measuring the Digital Transformation*, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264311992-en>, calculs de l'OCDE d'après Eurofound (2015^[33]), « Enquête européenne sur les conditions de travail : 2015 », <https://www.eurofound.europa.eu/fr/surveys> (consultée en novembre 2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933915335>

Les technologies numériques et les données qu'elles exploitent et qu'elles créent soulèvent aussi des questions complexes quant à leur impact sur la société. L'intelligence artificielle (IA) offre la possibilité de générer d'énormes avantages pour la société dans de nombreux domaines (OCDE, 2018^[34]). Par exemple, certains sont d'avis que les appareils domestiques intelligents comme Alexa, Google Assistant et Siri leur facilitent la vie, et d'autres applications de l'IA sont prometteuses, notamment pour lutter contre la solitude des personnes âgées. Mais la capacité des algorithmes de l'IA à apprendre, analyser et produire des résultats pouvant être opaques même pour leurs créateurs pose de nouveaux défis aux pouvoirs publics (OCDE, 2018^[35]). Par conséquent, l'IA s'est hissée au premier rang des préoccupations politiques, les problématiques les plus importantes portant sur l'éthique, l'équité, la transparence, la responsabilité, la sécurité et le respect de la vie privée (OCDE, 2019^[36]) (encadré 6.2).

Les technologies numériques, et en particulier les applications numériques comme les réseaux sociaux, risquent d'atténuer à terme la distinction entre l'espace public et l'espace privé. D'une manière générale, les réseaux sociaux facilitent les interactions individuelles tout en permettant de communiquer avec plusieurs personnes en même temps. Dans l'ensemble de l'OCDE, un peu plus de 60 % des individus ont utilisé l'internet pour accéder aux réseaux sociaux en 2018. L'utilisation des réseaux sociaux a progressé dans tous les pays de l'OCDE pour lesquels des données étaient disponibles entre 2011 et 2018, avec une hausse moyenne de plus de 20 points de pourcentage (graphique 6.5). En moyenne dans l'OCDE, presque 90 % des 16-24 ans utilisaient les sites des réseaux sociaux en 2018, par rapport à seulement 32 % des individus plus âgés.

La transformation numérique change la façon dont les individus communiquent, vu que de nombreuses interactions hors connexion ont de plus en plus une composante en ligne. On dispose d'éléments divergents quant au fait de savoir si les interactions en ligne complètent, remplacent ou supplantent les contacts sociaux en personne (OCDE, 2019^[9]). D'un côté, l'augmentation des interactions sociales

Encadré 6.2. L'intelligence artificielle dans la société

Les systèmes d'IA parviennent à dégager des modèles à partir d'énormes volumes de données, ce qui permet d'améliorer considérablement la précision des prédictions tout en réduisant radicalement leur coût, de générer des gains de productivité et de stimuler l'innovation pour apporter des réponses à de nombreux problèmes urgents.

Pourtant, parallèlement à ces avantages considérables, l'IA – notamment certains types d'apprentissage automatique – suscite des inquiétudes d'un nouvel ordre par rapport aux technologies antérieures. D'abord, des liens mathématiques abstraits peuvent devenir des « boîtes noires » qui sont trop complexes à comprendre, même pour les concepteurs du système d'IA. Ensuite, certains systèmes d'IA procèdent par itération et évoluent au fil du temps, et ils peuvent même modifier leur propre comportement suivant des schémas imprévus. Enfin, il se peut qu'un résultat ou une prédiction donné(e) ne puisse être obtenu(e) qu'en présence de certaines conditions ou données, et ne soit pas forcément reproductible. Pour conclure, les produits et services qui évoluent sans cesse et qui sont de plus en plus autonomes posent des questions de sécurité d'un nouveau genre.

Les discussions dans les cercles de décision de l'IA portent essentiellement sur l'équité et sur les données à l'appui des systèmes d'IA. Les algorithmes de l'apprentissage automatique reproduisent les biais implicites dans les données de formation utilisées (par exemple les préjugés sexistes et racistes et les stéréotypes). Une grande attention est accordée aujourd'hui aux effets accidentels de l'IA, par exemple un biais potentiel dans l'exploitation des algorithmes de l'apprentissage automatique pour estimer le risque de récidive (OCDE, 2019^[36]).

La sécurité et la responsabilité sont également des problématiques importantes pour les politiques publiques. Il est probable que les voitures sans chauffeur rendent la conduite plus sûre, améliorent la qualité de vie et réduisent l'impact sur l'environnement, mais elles soulèvent aussi des questions quant aux emplois, à la sécurité, à la responsabilité, à la sûreté, au respect de la vie privée et à la transparence, ainsi qu'en termes de choix éthiques possibles (par exemple, quelle personne « sauver » dans le cas d'un accident mortel inévitable) (OCDE, 2019^[36] ; OCDE, 2018^[35]). Plus largement, en ce qui concerne la conception des systèmes d'IA, il y a souvent des arbitrages à opérer entre précision d'une part, et transparence et responsabilité d'autre part.

On observe en outre une tension évidente entre la précision des systèmes d'IA, qui requièrent de vastes volumes de données représentatives ayant fait l'objet d'un processus de curation, et la protection des données. Dans le même temps, les corrélations algorithmiques atténuent la distinction entre les données à caractère personnel et les autres : les systèmes d'IA peuvent souvent extrapoler, à partir de variables auxiliaires, des corrélations et des données sensibles ou à caractère personnel. Le développement de l'internet des objets (IdO) fait peser de nouvelles menaces sur la protection de la vie privée. En particulier, l'ubiquité des appareils de l'IdO dans les lieux publics (villes, lieux de travail intelligent[s]), par exemple, risque de faire obstacle aux libertés individuelles, vu que les individus prennent conscience, ou ont l'impression, qu'ils peuvent être identifiés et leurs activités contrôlées, conduisant à une forme perçue de surveillance (OCDE, 2019^[36]). La question de la confidentialité des données se pose aussi avec force dans le contexte de l'utilisation accrue d'appareils privés connectés à l'IdO (les capteurs intégrés aux vêtements, les maisons intelligentes et la mesure de ses propres données de santé, ou « *quantified self* ») qui facilitent la collecte de données à caractère personnel à l'insu des individus.

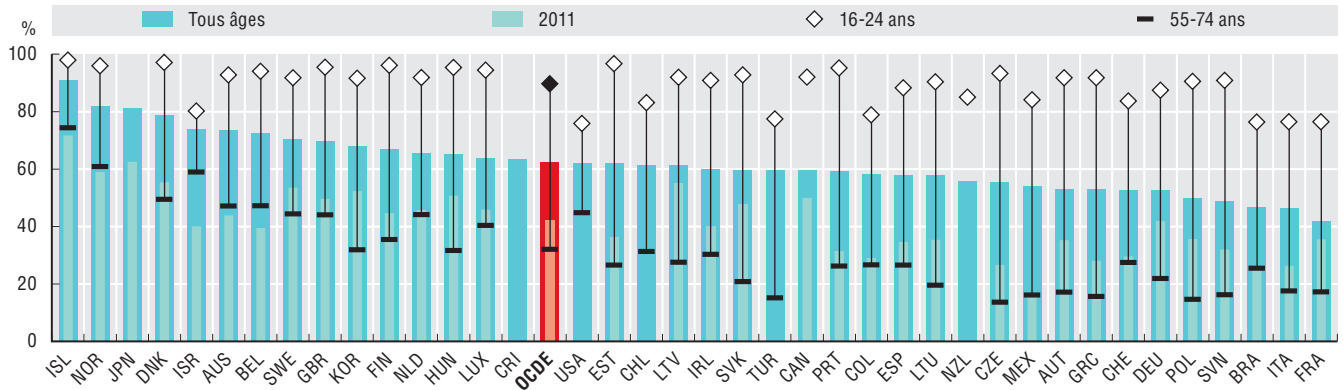
Pour s'assurer que l'IA favorise la prospérité sociale, les pays devraient convenir, en grand nombre, de principes directeurs de haut niveau. L'OCDE a créé en juillet 2018 un Groupe international multipartite sur l'intelligence artificielle (AIGO) chargé d'examiner des principes pour mettre en place dans la société une approche de l'IA centrée sur l'humain qui améliore la confiance dans l'IA et en favorise l'adoption (OCDE, 2018^[37]). Trouver le juste équilibre – en pondérant les avantages de l'IA et en atténuant les risques – est au cœur de la mission du groupe d'experts et des efforts que déploie l'OCDE en général pour définir et partager des principes applicables à l'IA dans la société.

6. PROMOUVOIR LA PROSPÉRITÉ SOCIALE

en ligne facilite la communication entre utilisateurs et fait baisser le coût des échanges, renforçant par conséquent les liens existants ou en créant de nouveaux, quelle que soit la distance. Ce phénomène pourrait avoir des effets positifs sur le sentiment d'identité, d'appartenance ou de solitude.

Graphique 6.5. L'utilisation des réseaux sociaux est très répandue

Individus ayant utilisé l'internet pour aller sur les réseaux sociaux, par âge, en pourcentage des internautes dans chaque groupe d'âge, 2018



Note : Voir les notes de chapitre⁴.

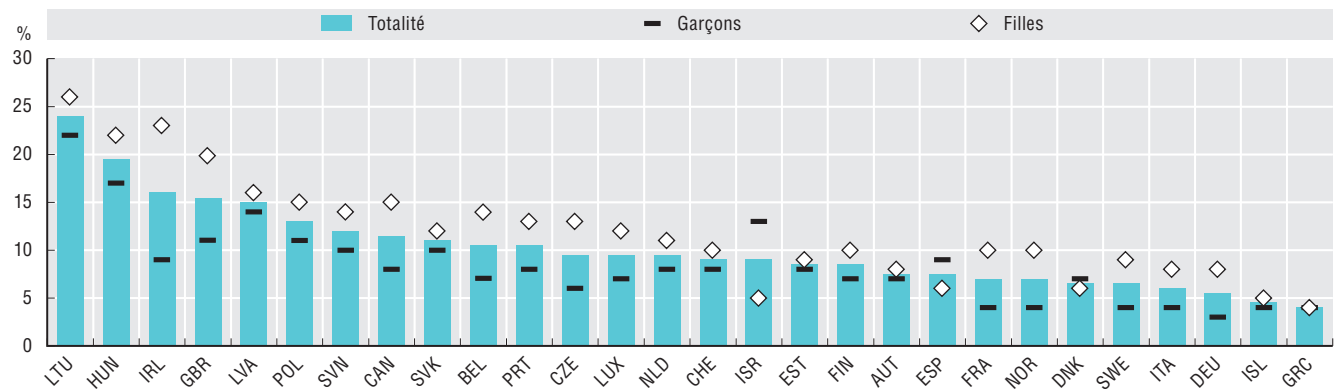
Source : OCDE (2019^[3]), *Measuring the Digital Transformation*, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264311992-en>, d'après OCDE^[1], « Accès et utilisation des TIC par les ménages et les individus » (base de données), https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=ICT_HH2 (consultée en décembre 2018).

StatLink <https://doi.org/10.1787/888933915354>

D'un autre côté, la transformation numérique contribue aussi à une diffusion plus facile et plus rapide des interactions sociales potentiellement négatives, notamment le cyberharcèlement, les propos haineux et la discrimination à l'encontre de certains groupes. De nombreuses formes d'interaction en ligne sont comparativement plus détachées que celles qui interviennent dans la vie réelle, mais les obstacles à la participation sont également moindres.

Graphique 6.6. De nombreux enfants dans l'OCDE déclarent avoir été victimes de cyberharcèlement

Exposition des enfants au cyberharcèlement par le biais de messages, selon le sexe, en pourcentage des enfants de 15 ans dans chaque groupe, 2013



Note : Voir les notes de chapitre⁵.

Source : OCDE (2019^[3]), *Measuring the Digital Transformation*, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264311992-en>, d'après l'OMS (2016), « Growing Up Unequal: Gender and Socioeconomic Differences in Young People's Health and Well-being », Health Behaviour in School-aged Children (HBSC) Study: International Report from the 2013/2014 Survey, Copenhague.

StatLink <https://doi.org/10.1787/888933915373>

Les enfants et les groupes très vulnérables sont le plus exposés aux risques et le plus atteints par les interactions préjudiciables en ligne. Les enfants utilisent l'internet pour diverses raisons, notamment pour recevoir des contenus, interagir sur les réseaux sociaux ou participer à des activités collaboratives comme les blogs ou les jeux (Hooft Graafland, 2018^[38]). Environ 9 % des jeunes de 15 ans dans les pays de l'OCDE ont déclaré avoir été victimes de cyberharcèlement (graphique 6.6), et ce pourcentage

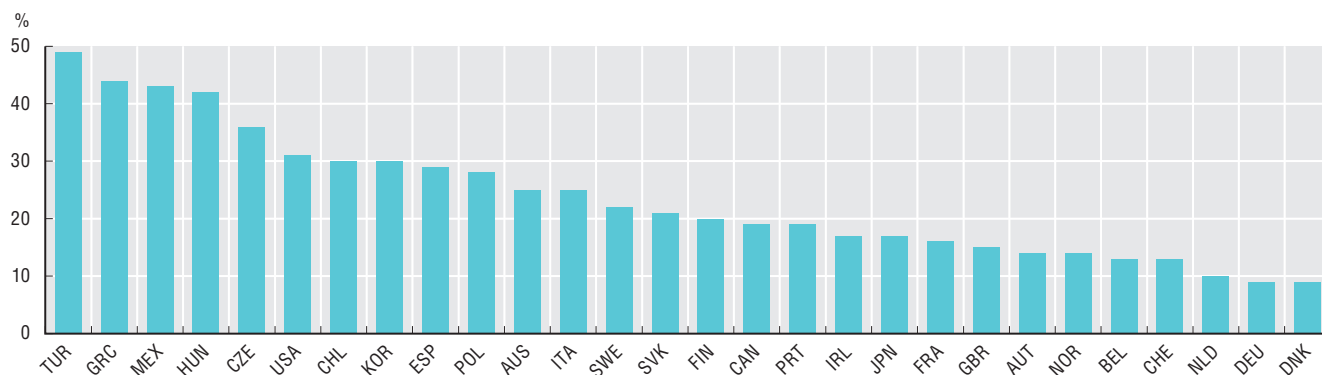
pourrait être supérieur étant donné que les victimes hésitent souvent à en parler. Dans 24 pays sur 28 pour lesquels des données étaient disponibles, les jeunes filles étaient plus susceptibles que les garçons de déclarer avoir subi des intimidations en ligne, mais elles sont également plus enclines que les garçons à discuter sur les réseaux quotidiennement ou quasi quotidiennement (OCDE, 2018^[5]).

Les technologies numériques, qui facilitent les échanges entre des publics géographiquement éloignés, offrent aux citoyens de nouvelles possibilités pour partager et consommer l'actualité et pour interagir avec le processus politique. Elles sont aussi propices à de nouvelles formes d'organisation et d'identification, et donnent aux individus les moyens de prendre part aux discussions sociales ou politiques (OCDE, 2019^[9]). Dans le même temps, la consommation croissante d'informations en ligne ou sur les médias sociaux, la diffusion rapide des opinions individuelles et leur renforcement potentiel sous l'effet des algorithmes sont devenus des sujets d'actualité.

La désinformation est une préoccupation connexe qui a récemment suscité une certaine attention, étant donné que les technologies numériques accélèrent et élargissent la diffusion d'informations fallacieuses. La désinformation est définie comme toute forme d'information fautive, inexacte ou trompeuse élaborée, présentée et mise en avant dans l'intention de nuire à l'intérêt public ou de générer du profit (Commission européenne, 2018^[39]). Si ce phénomène n'est ni nouveau ni nécessairement illégal, il a une influence négative, selon certaines inquiétudes, sur les individus et la société plus largement (Commission européenne, 2018^[39] ; Chambre des Communes du Royaume-Uni, 2018^[40] ; Ministère danois des Affaires étrangères, 2018^[41] ; Agence suédoise des contingences civiles, 2018^[42]). La désinformation est difficile à évaluer précisément, mais son ampleur peut être mesurée par l'exposition autodéclarée à des « histoires complètement inventées » (graphique 6.7), qui montre que de nombreux individus dans les pays de l'OCDE ont indiqué être exposés à la désinformation. Toutefois, cette part varie considérablement selon les pays, allant de près de 50 % des répondants en Turquie à moins de 10 % en Allemagne et au Danemark, et les tendances d'évolution sont confuses.

Graphique 6.7. L'exposition déclarée à la désinformation varie selon les pays de l'OCDE

Part des individus ayant indiqué avoir été exposés à des histoires complètement inventées au cours de la semaine écoulée, 2018



Source : OCDE (2019^[3]), *Measuring the Digital Transformation*, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264311992-en>, d'après Newman, N. et al., (2018^[46]), Reuters Institute Digital News Report 2018, <http://media.digitalnewsreport.org/wp-content/uploads/2018/06/digital-news-report-2018.pdf?x89475>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933915392>

Il convient en outre de noter que les évaluations auto-déclarées peuvent être trompeuses, et que cet indicateur en particulier appréhende la perception individuelle de la véracité des informations communiquées dans l'histoire, plutôt que le véritable degré d'exactitude. Par ailleurs, il ne mesure pas nécessairement l'impact global de la désinformation, puisqu'il n'évalue pas combien de personnes ont en réalité lu ces histoires ou ont été influencées par elles. Si l'ampleur de la désinformation reste floue, elle s'est hissée au premier rang des préoccupations politiques dans de nombreux pays. Certains des réseaux sociaux les plus populaires ont pris des mesures contre la désinformation (Facebook, 2018^[43]), tandis que certains gouvernements envisagent de modifier la législation relative à la communication et à la radiodiffusion afin de lutter contre ce fléau (Funke [2019^[44]], cité dans UNESCO [2018^[45]]). Face aux enjeux que pose la désinformation à l'ère du numérique, et pour préserver les possibilités nouvelles dans l'environnement de l'information, une démarche élargie s'impose, à l'échelle de la société dans son ensemble, associant les citoyens, les entreprises et les pouvoirs publics.

Notes

Israël

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

1. Graphique 6.1 : pour l'Italie, les données font référence à 2016.
2. Graphique 6.3 : Les déchets électroniques (ou e-déchets) font référence à toutes les pièces des équipements électriques et électroniques et de leurs composants qui ont été mises au rebut par leur propriétaire, sans intention de les réutiliser. La présente analyse distingue six catégories de déchets : 1. Équipements d'échange de température ; 2. Écrans, moniteurs ; 3. Lampes ; 4. Gros équipements ; 5. Petits équipements ; et 6. Petits équipements informatiques et de télécommunication. Les ratios des déchets électroniques par USD se fondent sur le PIB exprimé en PPA courantes pour l'année 2016. Les données sur la collecte des déchets électroniques sont disponibles à l'adresse : http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=env_waselee&lang=fr. Pour l'Italie et la Slovénie, les données se rapportent à 2015. Les données sur le recyclage ou la réutilisation sont uniquement disponibles pour les pays de l'Union européenne et la Norvège.
3. Graphique 6.4 : L'utilisation fréquente d'un ordinateur fait référence aux travailleurs qui utilisent des appareils numériques au travail au moins les trois quarts du temps.
4. Graphique 6.5 : Sauf mention contraire, les internautes sont définis comme les individus qui se sont connectés à l'internet au cours des 3 derniers mois. Pour la Corée et la Nouvelle-Zélande, la période de référence est de 12 mois. Pour les États-Unis, elle est de 6 mois. Pour l'Australie, les données se rapportent aux exercices budgétaires 2016/17 et 2010/11, prenant fin le 30 juin. Les informations fournies sont tirées des réponses à une question dont la formulation est légèrement différente : « Activités sur l'internet à la maison, sur les 3 derniers mois – Réseaux sociaux ». Pour le Brésil, les données correspondent à 2010 et 2016. Pour le Canada, elles portent sur 2010 et 2012. Pour le Chili, elles se rapportent à 2017. Pour la Colombie, les données se rapportent à 2012 et 2017. Pour le Costa Rica, les données correspondent à 2017 et aux 18-74 ans au lieu des 16-74 ans. Pour Israël, les données se rapportent à 2010 et à 2016 et correspondent à une utilisation de l'internet pour participer à des groupes de discussion et de communication, comme les chats, les forums, WhatsApp, Facebook, Skype, Twitter, etc. Les données font référence aux individus âgés respectivement de 20 ans et plus au lieu des 16-74 ans et aux 20-24 ans au lieu des 16-24 ans. Pour le Japon, les données portent sur 2012 et 2016 et sur les 15-69 ans au lieu des 16-74 ans. Pour la Nouvelle-Zélande, les données font référence à 2012. Pour la Corée et la Suisse, les données se rapportent à 2010 et 2017. Pour le Mexique, les données se rapportent à 2013 et 2017. Pour les États-Unis, elles se rapportent à 2017.
5. Graphique 6.6 : L'exposition des enfants au cyberharcèlement correspond à la part des enfants âgés de 15 ans qui déclarent avoir été une fois la cible d'intimidations par le biais de messages en ligne.

Références

- Agence suédoise des contingences civiles (2018), *Countering Information Influence Activities: The State of the Art*, Agence suédoise des contingences civiles, Stockholm, <https://rib.msb.se/filer/pdf/28697.pdf>. [42]
- Baldé, C. et al. (2017), *Suivi des déchets d'équipements électriques et électroniques à l'échelle mondiale 2017 : Quantités, flux et ressources*, Université des Nations Unies (UNU), Union internationale des télécommunications (UIT) et Association internationale pour les résidus solides (ISWA), Bonn/Genève/Vienne, https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/gen/D-GEN-E-WASTE.01-2017-PDF-F.pdf. [22]
- Belkin, L., W. Becker et S. Conroy (2016), « Exhausted, but unable to disconnect: After-hours email, work-family balance and identification », *Academy of Management Proceedings*, vol. 2016/n° 1, <http://dx.doi.org/10.5465/ambpp.2016.10353abstract>. [32]

- Billari, F., O. Giuntella et L. Stella (2017), « Does broadband Internet affect fertility? », *IZA Discussion Paper Series* n° 10935, [31]
<http://ftp.iza.org/dp10935.pdf>.
- Börkey, P. (2017), *Extended Producer Responsibility (EPR) and the Impact of Online Sales*, OCDE, 2017, [https://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=ENV/EPOC/WPRPW\(2017\)2/FINAL&docLanguage=En](https://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=ENV/EPOC/WPRPW(2017)2/FINAL&docLanguage=En). [21]
- Breschi, S., J. Lassébie et C. Menon (2018), « A portrait of innovative start-ups across countries », *OECD Science, Technology and Industry Working Papers*, n° 2018/2, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/f9ff02f4-en>. [7]
- Causa, O., A. Vindics et O. Akgun (2018), « An empirical investigation on the drivers of income redistribution across OECD countries », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1488, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/5cb47f33-en>. [17]
- Chambre des Communes du Royaume-Uni (2018), *Disinformation and « fake news »: Interim report*, Chambre des Communes du Royaume-Uni, Londres, <https://publications.parliament.uk/pa/cm201719/cmselect/cmcomeds/363/363.pdf>. [40]
- Commission européenne (2018), *Final Report of the High Level Expert Group on Fake News and Online Disinformation*, Union européenne, Bruxelles, http://ec.europa.eu/newsroom/dae/document.cfm?doc_id=50271. [39]
- Commission européenne (2017), *The « Once-Only » Principle (TOOP) Project Launched in January 2017*, <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/once-only-principle-toop-project-launched-january-2017>. [30]
- De Backer, K. et D. Flaig (2017), « The future of global value chains : Business as usual or “a new normal”? », *OECD Science, Technology and Industry Policy Papers*, n° 41, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/d8da8760-en>. [20]
- Eurofound (2015), *Enquête européenne sur les conditions de travail*, <https://www.eurofound.europa.eu/fr/surveys> (consultée en novembre 2018). [33]
- Eurostat (2018), *Économie et société numériques*, <https://ec.europa.eu/eurostat/web/digital-economy-and-society/data/comprehensive-database> (consulté en décembre 2018). [4]
- Facebook (2018), *Increasing our Efforts to Fight False News*, <https://newsroom.fb.com/news/2018/06/increasing-our-efforts-to-fight-false-news>. [43]
- FIT (2017), *Managing the transition to driverless road freight transport*, Forum international des transports, Paris, <https://www.itf-oecd.org/managing-transition-driverless-road-freight-transport>. [19]
- Funke, D. (2019), *A Guide to Anti-misinformation Actions around the World*, Poynter, <https://www.poynter.org/news/guide-anti-misinformation-actions-around-world>. [44]
- Hooft Graafland, J. (2018), « New technologies and 21st century children: Recent trends and outcomes », *Documents de travail de l'OCDE sur l'éducation*, n° 179, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/e071a505-en>. [38]
- Le Donné, N., P. Fraser et G. Bousquet (2016), « Teaching Strategies for Instructional Quality : Insights from the TALIS-PISA Link Data », *Documents de travail de l'OCDE sur l'éducation*, n° 148, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/5jln1hlsr0lr-en>. [11]
- Ministère danois des Affaires étrangères (2018), *Strengthened Safeguards against Foreign Influence on Danish Elections and Democracy*, Ministère des Affaires étrangères, Copenhague, <http://um.dk/en/news/newsdisplaypage/?newsid=1df5adbb-d1df-402b-b9ac-57fd4485ffa4>. [41]
- Newman, N. et al. (2018), *Reuters Institute Digital News Report 2018*, Reuters Institute for the Study of Journalism, Oxford, <http://media.digitalnewsreport.org/wp-content/uploads/2018/06/digital-news-report-2018.pdf?x89475>. [46]
- OCDE (2019), « Accès et utilisation des TIC par les ménages et les individus », *Statistiques de l'OCDE sur les télécommunications et l'internet* (base de données), <https://dx.doi.org/10.1787/6bca1fd3-fr> (consultée le 6 mai 2019). [1]
- OCDE (2019), *Artificial Intelligence in Society*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/eedfee77-en>. [36]
- OCDE (2019), *How's Life in the Digital Age? : Opportunities and Risks of the Digital Transformation for People's Well-being*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264311800-en>. [9]
- OCDE (2019), *Measuring the Digital Transformation : A Roadmap for the Future*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264311992-en>. [3]
- OCDE (2019), *Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2019 : Prospérer dans un monde numérique*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/a0e29ca9-fr>. [10]
- OCDE (2018), « AI: Intelligent machines, smart policies: Conference summary », *Documents de travail de l'OCDE sur l'économie numérique*, n° 270, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/f1a650d9-en>. [35]
- OCDE (2018), *Children & Young People's Mental Health in the Digital Age: Shaping the Future*, OCDE, 2017, <http://www.oecd.org/els/health-systems/Children-and-Young-People-Mental-Health-in-the-Digital-Age.pdf>. [26]
- OCDE (2018), *L'articulation entre productivité et inclusivité*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264293021-fr>. [14]
- OCDE (2018), *OECD Creates Expert Group to Foster Trust in Artificial Intelligence*, OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/innovation/oecd-creates-expert-group-to-foster-trust-in-artificial-intelligence.htm>. [37]

- OCDE (2018), *Opportunities for All : A Framework for Policy Action on Inclusive Growth*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264301665-en>. [15]
- OCDE (2018), *Politique de la réglementation : Perspectives de l'OCDE 2018*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264305458-fr>. [29]
- OCDE (2018), *Résultats du PISA 2015 (Volume III) : Le bien-être des élèves*, PISA, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264288850-fr>. [25]
- OCDE (2018), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2017 : La transformation numérique*, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/sti_scoreboard-2017-fr. [5]
- OCDE (2018), *Science, technologie et innovation : Perspectives de l'OCDE 2016*, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/sti_in_outlook-2016-fr. [34]
- OCDE (2017), *Conclusions politiques de la RCM 2017 : Faire de la mondialisation l'instrument d'une vie meilleure pour tous*, Éditions OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/fr/rcm/documents/conclusions-politiques-de-la-rcm-2017.htm>. [13]
- OCDE (2017), *New Health Technologies : Managing Access, Value and Sustainability*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264266438-en>. [23]
- OCDE (2017), *Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2017 : Compétences et chaînes de valeur mondiales*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264203433-fr>. [12]
- OCDE (2017), *Preventing Ageing Unequally*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264279087-en>. [8]
- OCDE (2017), *Recommandation du Conseil sur le Gouvernement Ouvert*, OCDE, 2017, <https://legalinstruments.oecd.org/fr/instruments/OECD-LEGAL-0438>. [28]
- OCDE (2008), *Attirer les talents : Les travailleurs hautement qualifiés au cœur de la concurrence internationale*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264047778-fr>. [16]
- OCDE/AIE (2017), *The Future of Trucks*, OCDE/AIE, Paris, <https://www.iea.org/publications/freepublications/publication/TheFutureofTrucksImplicationsforEnergyandtheEnvironment.pdf>. [18]
- OCDE/G20 (2018), *Bridging the Digital Gender Divide*, OCDE, 2017, <http://www.oecd.org/going-digital/bridging-the-digital-gender-divide.pdf>. [2]
- OCDE/UE (2019), *Pallier la pénurie d'entrepreneurs 2017 : Politiques de l'entrepreneuriat inclusif*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/36cada87-fr>. [6]
- Oderkirk, J. (2017), « Readiness of electronic health record systems to contribute to national health information and research », *OECD Health Working Papers*, n° 99, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9e296bf3-en>. [24]
- UNESCO (2018), *Journalism, Fake News and Disinformation*, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Paris, https://fr.unesco.org/sites/default/files/journalism_fake_news_disinformation_print_friendly_0_0.pdf. [45]
- Warf, B. (2014), « E-government in the OECD: A Comparative Geographic Analysis », dans Baum, S. et A. Mahizhnan (dir. pub.), *E-Governance and Social Inclusion : Concepts and Cases*, <http://dx.doi.org/10.4018/978-1-4666-6106-6.ch009>. [27]



Extrait de :

Going Digital: Shaping Policies, Improving Lives

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264312012-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Promouvoir la prospérité sociale », dans *Going Digital: Shaping Policies, Improving Lives*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/10be9dd2-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.